Collection Droits Européens

La représentation internationale des collectivités infra-étatiques

Sous la direction de

Véronique Bertile

Maître de conférences en droit public à l'université de Bordeaux

et Loïc Grard

Professeur de droit public à l'université de Bordeaux

EDITIONS A. PEDONE
13, rue Soufflot - 75005 Paris

AVANT-PROPOS

Les 22 et 23 mai 2025, l'Université de Bordeaux a accueilli le colloque international consacré à *La représentation internationale des collectivités infra-étatiques*. Cette manifestation scientifique, organisée conjointement par le Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLE) et le Centre de Recherche et de Documentation Européennes et Internationales (CRDEI), a réuni chercheurs, praticiens et responsables institutionnels autour d'une question dont l'importance n'a cessé de croître au cours des dernières décennies : celle de la place et du rôle des collectivités non souveraines dans les relations internationales contemporaines.

La tenue de ce colloque n'aurait pas été possible sans le soutien de plusieurs partenaires auxquels les organisateurs souhaitent exprimer leur plus vive reconnaissance. Le projet a bénéficié de l'appui de l'Action Jean Monnet, dans le cadre du Centre d'excellence porté par l'Université de Bordeaux, du soutien du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine au titre du réseau de recherche EDAP (Europe, Droit et Action publique), ainsi que de celui du Département de recherche Droit et transformations sociales de l'Université de Bordeaux. Par leur confiance et leur engagement, ces institutions ont contribué à rendre possible une réflexion collective sur un phénomène qui constitue aujourd'hui l'une des évolutions les plus significatives de l'action publique territoriale.

Cette rencontre s'est inscrite dans un travail de recherche plus vaste consacré aux collectivités infra-étatiques situées au sein d'États engagés dans des processus d'intégration régionale. Coporté par le CERCCLE et le CRDEI, ce programme poursuit une ambition résolument comparative. Il vise à croiser les approches disciplinaires – droit constitutionnel, droit administratif, droit international, droit de l'Union européenne, science politique – autant que les perspectives géographiques, afin de mieux comprendre les formes, les fondements et les limites de la représentation internationale des collectivités non souveraines.

L'étude de ce phénomène invite en effet à dépasser les cadres traditionnels de l'analyse juridique. Loin de se réduire à une simple mise en œuvre territoriale de politiques définies par les États, les collectivités infra-étatiques apparaissent de plus en plus comme des acteurs à part entière des dynamiques internationales. Qu'il s'agisse de coopération transfrontalière, de représentation auprès des institutions européennes, de participation à des réseaux internationaux, de diplomatie territoriale ou encore de contribution aux politiques de développement et de lutte contre le changement climatique, leur présence sur la scène internationale constitue désormais une réalité observable dans la plupart des régions du monde.

Les contributions réunies dans cet ouvrage témoignent de cette diversité. Si une attention particulière a été portée aux expériences européennes, en raison notamment de la profondeur du processus d'intégration de l'Union européenne, les débats ont également permis d'explorer les réalités observées sur les continents américain, africain et asiatique. Cette ouverture géographique a enrichi la réflexion en mettant en évidence la pluralité des modèles institutionnels et des stratégies d'action extérieure développées par les collectivités infra-étatiques dans des contextes politiques, économiques et juridiques très différents.

Au-delà de la richesse des communications présentées, le colloque a constitué un espace privilégié de dialogue entre disciplines, entre générations de chercheurs et entre monde académique et praticiens. Juristes de différentes spécialités, politistes, responsables administratifs, représentants institutionnels et acteurs de terrain ont confronté leurs analyses et leurs expériences dans un esprit d'ouverture qui a largement contribué à la qualité des échanges. Cette dimension interdisciplinaire et internationale constitue sans doute l'un des acquis les plus précieux de la manifestation.

Les pages qui suivent ne prétendent pas épuiser un sujet dont la complexité est à la mesure de son actualité. Elles offrent néanmoins un premier état des lieux qui permet de dégager des tendances communes, d'identifier des spécificités nationales ou régionales et d'esquisser plusieurs pistes de recherche. L'ambition du programme est désormais de prolonger cette dynamique par des études comparatives plus approfondies et par la structuration progressive d'un réseau international de chercheurs travaillant sur les formes contemporaines de l'infra-étatisme dans les espaces d'intégration régionale.

Comme souvent, l'actualité est venue rappeler la pertinence des questionnements scientifiques. Quelques semaines seulement après la tenue du colloque, l'accord de Bougival de juillet 2025 a ouvert la voie à la création d'un « État de Nouvelle-Calédonie au sein de l'ensemble national » , appelé à trouver sa place dans la Constitution de la République française. Quelles que soient les évolutions institutionnelles à venir, cet événement illustre de manière remarquable les recompositions contemporaines des rapports entre souveraineté, autonomie territoriale et représentation extérieure. Il souligne également combien la réflexion sur la place internationale des collectivités infra-étatiques ne relève plus d'une curiosité doctrinale, mais constitue un objet d'étude essentiel pour comprendre les mutations actuelles de l'État et de l'action publique.

Les organisateurs forment le vœu que cet ouvrage contribue à nourrir ces débats, à encourager de nouvelles recherches et, plus largement, à éclairer les transformations qui affectent aujourd'hui les relations entre les différents niveaux de gouvernement dans un monde toujours plus interdépendant.

Loïc GRARD,
Professeur de droit public, Université de Bordeaux

Véronique BERTILE,
Maître de conférences en droit public, Université de Bordeaux

TABLE DES MATIERES

Avant-propos
Loïc GRARD et Véronique BERTILE 3

INTRODUCTIONS

Le défi du XXIe siècle : bâtir la démocratie à plusieurs étages
Alain LAMASSOURE 7

Collectivités territoriales et relations internationales :
relais des politiques étatiques ou acteurs à part entière ?
Fred CONSTANT 15

PARTIE 1
PERSPECTIVES FRANÇAISES

Le Conseiller diplomatique d'un préfet de région
Dominique DELPUECH 33

La diplomatie territoriale : aporie juridique, euphorie politique
Véronique BERTILE 41

L'absence de participation citoyenne dans les politiques
de coopération internationale des collectivités territoriales
Julien MONGROLLE 51

Les prises de positions politiques internationales des collectivités territoriales :
au croisement de l'exigence de respect des engagements internationaux
de l'Etat, de la diplomatie de l'Etat, et du principe de neutralité
Anouche BEAUDOUIN 63

PARTIE 2
PERSPECTIVES EUROPÉENNES

La participation des collectivités infra-étatiques au Conseil de l'Europe
Olivier DELAS et Olivia GUAIS 81

Bassins de vie transfrontaliers : vers un aménagement du territoire européen ?
Jean PEYRONY 91

Représentation, territoire transfrontalier et Europe : le cas du Pays Basque
Iban LARRANDABURU 99

La stratégie euro-maritime de la Bretagne
Danielle CHARLES-LE BIHAN 111

La stratégie des voisins des Hauts-de-France comme catalyseur de la coopération à l'échelle du Benelux
Romain NIVELLE 123
La représentation extérieure des RUP, une ambition contrariée ?
Isabelle VESTRIS 129
La notion de « relations particulières » dans la représentation internationale des PTOM
Thomas M'SAÏDIÉ 143

PARTIE 3
PERSPECTIVES COMPARÉES

Représentation et action internationales du Québec à l'heure des guerres commerciales trumpiennes
Richard OUELLET 163
Le cas de l'Allemagne : l'action internationale des *Länder* et des collectivités locales
Jörg GUNDEL 179
La dimension internationale des entités infra-étatiques en Europe du Sud. Le cas de l'Espagne et de l'Italie
Víctor Luis GUTIÉRREZ CASTILLO 191
De la norme constitutionnelle à la pratique diplomatique : le cas de la diplomatie culturelle des collectivités fédérées belges à l'UNESCO
Germain HAUMONT etAmandine VAN ZUYLEN 209
La représentation internationale des nations du Royaume-Uni
Alexandre GUIGUE 223
La coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales en Afrique de l'Ouest
Séni Mahamadou OUEDRAOGO 235
Dynamiques franco-ivoiriennes de coopération décentralisée et enjeux de la coopération décentralisée Nord-Sud
El Hadj Ali OUATTARA 255
La capacité des collectivités locales vietnamiennes à conclure des accords économiques internationaux: limites juridiques et perspectives de réforme
Dr. Vũ Văn TÍNH 267

CONCLUSIONS

Romélien COLAVITTI 283

Longtemps conçues comme de simples relais territoriaux de l'action de l'État, les collectivités infra-étatiques s'affirment aujourd'hui comme des acteurs de plus en plus présents sur la scène internationale.

Coopération transfrontalière, représentation auprès des institutions européennes, diplomatie territoriale, participation à des réseaux internationaux, gestion des fonds européens, action climatique ou coopération décentralisée : leurs modes d'intervention se diversifient. En même temps, ce processus interroge quant à l'articulation de ses résultats avec les compétences et les engagements internationaux de l'État.

Dans cette perspective, le présent ouvrage propose une analyse comparée de ces nouvelles formes de représentation extérieure des territoires locaux. Il confronte les expériences françaises à celles des États composés (Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, Canada ou Royaume-Uni) et examine le rôle reconnu aux collectivités infra-étatiques dans les cadres institutionnels européens.

Il donne également toute sa place aux stratégies développées par les territoires eux-mêmes, qu'il s'agisse de la Nouvelle-Aquitaine, de la Bretagne, des Hauts-de-France ou du Pays Basque, et ouvre la comparaison à l'Afrique de l'Ouest, au Vietnam, à l'Asie du Sud-Est ainsi qu'aux régions et territoires ultramarins.

Réunissant juristes, politistes, universitaires, diplomates et praticiens de l'action territoriale, les contributions mettent en lumière la diversité des modèles, des instruments et des pratiques.

À travers elles affleure une question commune : jusqu'où les collectivités infra-étatiques peuvent-elles développer une action internationale propre sans remettre en cause l'unité de la représentation de l'État ?

L'ouvrage éclaire ainsi l'une des transformations contemporaines de l'action publique : la recomposition des rapports entre souveraineté, autonomie territoriale et relations internationales dans un monde toujours plus interdépendant.

Avec le soutien financier de la Commission européenne, Centre d'Excellence Jean Monnet « Europe, Droit & Action Publique » (EDAP), la Région Nouvelle-Aquitaine, Centre de Recherche et de Documentation Européennes et Internationales (CRDEI), Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat (CERCCLE), Département Droit et Transformations sociales (DETS), Université de Bordeaux.

Co-funded by the European Union

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et les opinions exprimés n'engagent toutefois que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'EACEA. Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenues pour responsables.

Département de recherche DETS | Droit et transformations sociales

CERCCLE CRDEI Université de BORDEAUX

ISBN 978-2-233-01138-1

38 €